

Dans un discours que j'ai prononcé en septembre dernier, j'ai donné l'avertissement suivant: "Une de nos difficultés provient du fait que les gouvernements canadiens à tous les niveaux, suivant en cela la pratique générale, ont trop dépensé, - non pas par rapport à nos besoins en services de tous genres, puisque nous reconnaissons que ces besoins sont encore plus grands, - mais à la lumière de ce que nous pouvons nous permettre de dépenser à l'heure actuelle."

Les choses n'ont pas tellement changé depuis lors. Le gouvernement fédéral s'emploie actuellement à exercer un contrôle rigoureux des dépenses et des revenus et à les maintenir dans des bornes raisonnables durant l'année qui vient. Mais nous devons tendre vers l'objectif à long terme d'un équilibre raisonnable entre nos dépenses et nos revenus de façon à enlever une partie des fortes pressions qui s'exercent sur notre économie et afin de reprendre la marche ascendante et réaliser les objectifs qui seraient à l'avantage de tous les Canadiens dans une économie progressive.

Mais à l'heure actuelle, les prix de revient montent alors que la productivité tire de l'arrière et que les marges bénéficiaires s'amenuisent. Je crois qu'on ne se rend pas suffisamment compte du fait que les profits des sociétés et l'épargne des particuliers constituent les fondements de l'entreprise privée. C'est à même de telles sources que sont développées les grandes entreprises et que les anciennes sont agrandies et rajeunies.

En même temps, alors que notre économie s'efforce de répondre à nos exigences et que les Canadiens cherchent à tirer le plus grand parti possible de toutes les installations de production, il y a une ressource particulière dont je voudrais vous entretenir brièvement, à savoir les capitaux étrangers.

CAPITAUX ÉTRANGERS

Les capitaux étrangers ont toujours joué un rôle concret dans le développement économique du Canada et doivent continuer à jouer ce rôle. Cela entraîne de nombreux problèmes, mais amène aussi de grands avantages et, lorsque les capitaux sont bien administrés, ils peuvent apporter une participation continue et importante à notre stabilité économique et à notre niveau de vie essentiel.

Le mois dernier à Montréal, j'ai annoncé les résultats d'une étude sur l'appartenance étrangère de sociétés canadiennes faite par le ministère du Commerce, mais, toujours conscient du caractère international de cette réunion, j'ai cru que ceux d'entre vous qui viennent de pays étrangers seraient intéressés à connaître les principes généraux et les résultats de ces enquêtes et aussi mes vues sur la question.

Une des principales raisons pour lesquelles les capitaux étrangers ont été avancés si volontiers au cours des dernières années a été la confiance avec laquelle on pouvait considérer la conjoncture des investissements au Canada. La confiance est une chose fragile qu'il est facile de perdre. Par conséquent, il faut répondre à ceux qui cherchent à créer un climat d'hostilité irraisonnée envers les investissements étrangers au Canada, et étudier les problèmes avec réalisme et objectivité si l'on veut éviter de commettre des erreurs économiques sérieuses et coûteuses pour le Canada.